

AUSTRALIE

Mise en place depuis une année, la « solution Pacifique » sanctionne les réfugiés

Index AI : ASA 12/010/02

Embargo : 25 août 2002 (16h00 TU)

L'Australie applique depuis dix ans une politique de détention systématique des demandeurs d'asile qui arrivent sans visa, et l'affaire du cargo Tampa, l'an dernier, a montré à quel point le gouvernement était soucieux de maintenir les réfugiés hors de son territoire, au nom de la lutte contre le trafic d'être humains. C'est ce que souligne Amnesty International dans un nouveau rapport sur la politique australienne en ce qui concerne les réfugiés, rendu public aujourd'hui (dimanche 25 août 2002).

« Des dignitaires religieux, des médecins, des psychiatres, des avocats, des groupes de défense des droits humains et l'ONU ont demandé aux autorités de trouver une solution au problème de l'immigration clandestine qui ne compromette ni la dignité humaine ni la santé. Combien de temps encore le gouvernement refusera-t-il de les entendre ? », a questionné l'organisation.

« La " solution Pacifique " – qui consiste à détourner les navires transportant des demandeurs d'asile vers des îles du Pacifique en proposant en échange à ces dernières des secours et de l'argent – envoie un message malencontreux aux pays qui, eux, s'efforcent d'accueillir les réfugiés et de respecter les droits humains. »

À ce jour, pas moins de 1 834 demandeurs d'asile, recueillis sur le Tampa ou d'autres bâtiments interceptés ensuite par l'Australie, sont dispersés dans tout le Pacifique. Cinq cent quatre-vingts ont reçu le statut de réfugiés. Des centaines sont toujours détenus dans des camps financés par l'Australie et administrés par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

« Le gouvernement australien se trompe de priorités : traiter le problème des trafiquants internationaux d'être humains ne consiste pas à sanctionner ceux qu'ils exploitent, mais à cibler, grâce à une coopération internationale, l'ensemble des facteurs qui ont engendré ce marché lucratif, et notamment les causes premières des mouvements de réfugiés. »

En outre, les demandeurs d'asile qui arrivent sur le continent australien sans autorisation continuent à être réprimés pour le simple fait de solliciter l'asile : incarcérés dans des centres de détention, parfois des années durant, ils n'ont aucune possibilité d'interjeter appel et d'obtenir leur mise en liberté. Le fait que 80 p. cent d'entre eux se sont vu accorder le statut de réfugiés montre que la plupart ont fui des atteintes à leurs droits fondamentaux.

Une détention pour une période limitée susceptible d'être modifiée, pour des questions de sécurité et de recherche d'identité, peut dans certains cas s'avérer acceptable ; mais le maintien en détention systématique et prolongé, pendant une durée indéterminée, sans aucun réexamen judiciaire, s'apparente indubitablement à une atteinte aux droits humains. Ce système de détention affecte grandement la santé physique et mentale de milliers d'individus. Tandis que des millions de dollars continuent à financer la création de ces camps entourés de barbelés, les alternatives qui respecteraient la dignité de l'être humain ne sont absolument pas prises en considération.

Un récent rapport de l'ONU indiquait que les conditions de détention dans le tristement célèbre centre de Woomera offensaient la dignité humaine. « Toutefois, comme pour les précédentes conclusions de l'ONU sur le traitement des demandeurs d'asile en Australie, le gouvernement s'est fermé à toute critique, rejetant catégoriquement ce rapport », a souligné Amnesty International. « Le gouvernement australien est bien le seul à affirmer que son bilan en matière de droits humains est acceptable. »

Le rapport d'Amnesty International revient sur certains développements qui ont fait suite à l'affaire du cargo Tampa. Ces derniers ont coïncidé avec une réaction brutale envers réfugiés et migrants au niveau mondial, après les attaques du 11 septembre contre les États-Unis. L'organisation appelle les gouvernements à partager, et non à se rejeter, les responsabilités en ce qui concerne les mouvements des réfugiés, à traiter leurs causes premières et pas simplement les symptômes, et à mettre un terme à la détention arbitraire des demandeurs d'asile et des réfugiés, telle qu'elle est pratiquée ou financée par l'Australie.

« La résolution du trafic international d'êtres humains ne peut pas justifier la souffrance d'enfants qui grandissent derrière des fils barbelés pendant des années, ni la séparation des familles engendrée par les visas temporaires. Avec environ 1,5 milliard d'euros débloqué pour sa politique agressive de "protection des frontières", l'Australie a les moyens de mettre en place des solutions respectueuses de la dignité humaine pour les demandeurs d'asile qui arrivent sans visa. » ●

Pour obtenir une copie de la version anglaise du rapport, veuillez consulter <http://web.amnesty.org/ai.nsf/recent/asa120092002>.

Pour des fiches d'information sur les réfugiés en Australie, veuillez consulter www.amnesty.org.au

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter Amnesty International à Londres, au +44 7778 472 173, ou à Sidney, au +61 413 028 191.

Vous pouvez également contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>